

Hausse des frais

par Michel-Adrien Sheppard

Dans un effort de restriction budgétaire sans précédent, le Conseil du Trésor québécois s'apprêterait à abolir la gratuité scolaire dans les CEGEP et envisagerait une hausse des frais de scolarité de 10% au niveau universitaire.

C'est ce que démontrent des documents internes sur le plan de rangement 1984-87 des programmes du Ministère de l'Éducation préparés par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et dont la Presse a obtenu copie récemment.

Selon une source haut placée au ministère de l'éducation, cette stratégie aurait été mijotée par le PQ dès 1980. On aurait attendu, pour des considérations d'ordre politique, le moment opportun afin de le rendre public.

Toujours selon cette source, le PQ aurait délibérément provoqué la fuite des documents pour sonder l'opinion.

La plus spectaculaire des mesures qu'examine le Conseil, présidé par Yves Bérubé, est sans aucun doute celle qui permettrait l'imposition de frais de scolarité à tout étudiant de l'enseignement régulier du cours collégial. Dans l'exercice budgétaire pour l'année 1984, dont les plans furent révélés début octobre, le Conseil exigerait des coupures de l'ordre de \$5,7 millions. On joue avec plusieurs hypothèses, dont celle de faire payer entre \$50 et \$100 par semestre de cours régulier. Les montants récupérés à mi-les poches des cégépiens varieraient entre \$10 et \$20 millions.

L'Association nationale des étudiants-es du Québec (ANEQ) a réagi rapidement, qualifiant ces hypothèses de "pire attaque jamais vue contre le droit à accéder aux études post-secondaires."

Le secrétaire-général de l'ANEQ, Patrice Legendre, a ajouté: "Cette mesure, qui serait la suite logique mais en tous points condamnables au plan de coupures et de restrictions appliqué par le gouvernement péquiste depuis les 3 dernières années, est injuste et injustifiable, inique et proprement scandaleuse, compte tenu de la situation économique désastreuse qui empêche un grand nombre de jeunes d'accéder aux études collégiales."

Se disant conscient des conséquences de ses suggestions, le Conseil écrit que cette mesure est une "entorse à la démocratisation de l'enseignement," ajoutant toutefois qu'elle entraînerait une "réduction des taux d'échec et d'abandons en raison de l'implication financière de l'étudiant" et une "réduction des réorientations tardives et des doubles diplômes."

Le Conseil compterait aussi couper brutalement dans le programme de prêts-bourses. On n'attribuerait plus de bourses qu'aux étudiants dans les disciplines identifiées comme prioritaires dans le "virage technologique". Selon la plus draconienne des suggestions

envisagées, les 35,000 autres étudiants-es ne recevraient plus que des prêts, ce qui signifierait pour ceux-là un endettement supplémentaire pouvant atteindre \$2,200 par année d'étude. Une hypothèse plus "modérée" impliquerait plutôt la "conversion d'un montant marginal des bourses en prêts (\$150 par exemple) pour les étudiants inscrits dans les disciplines non-prioritaires".

C'est \$4 millions par année au cours des trois prochaines années que le Conseil compte charcuter dans l'aide financière.

Pour Pete Wheeland, secrétaire à l'information de l'ANEQ, les propositions relatives à l'aide financière sont les plus dangereuses: "Le Conseil du Trésor compte ainsi faire porter le poids de ce virage technologique sur le dos des étudiants. Ce que cela signifie, c'est que les étudiants les plus riches pourront s'inscrire dans les programmes de leur choix, alors que les plus pauvres prendront ce que le gouvernement choisira pour eux."

Fuite universitaire

La semaine dernière, nouvelle fuite. On envisage pour l'année 1984-5 une hausse des frais de scolarité de 10% à l'université, et de 200 à 300% pour les étudiants canadiens non-québécois.

On récupérerait aussi un total de \$56,6 millions par des modifications substantielles à la charge d'enseignement des professeurs, l'augmentation de la taille des groupes-cours, l'abolition des congés sabbatiques pour les profs qui ne font pas de recherche. Le même principe qu'au collégial soutiendrait des coupures de l'ordre d'un million par année d'ici 1987 au budget du Fonds FCAC (Formation des chercheurs et action concertée) pour les universitaires dans des secteurs autres que ceux du virage technologique.

Au Rassemblement des Associations Etudiantes Universitaires (RAEU), Denis Guindon, secrétaire aux affaires socio-économiques, accuse le gouvernement de s'en prendre aux étudiants, déjà touchés par le 55% de chômage qui a sévi au Québec l'été dernier.

"On aura beau dire qu'il ne s'agit que d'hypothèses, mais lorsque la même hypothèse est projetée pour l'ensemble du milieu de l'enseignement, on s'attend à ce qu'elles se confirment à plus ou moins brève échéance."

Le RAEU condamne l'incohérence du gouvernement et exige que Bérubé "rajuste sa lunette et en collaboration avec tous ses ministres discute plutôt de la duplication des services des universités, et le peu de coordina-

tion qui prévaut entre ces services et ceux qu'offrent la ville, le quartier ou le gouvernement."

Avant d'élucubrer sur toutes sortes d'idées malicieuses, Bérubé devrait "faire le ménage dans la lourde bureaucratie qui les entourent (les ministres)."

Côté syndical, chez la Fédération des Associations de professeurs des universités du Québec (FAPUQ), c'est la condamnation unanime.

L'on condamne le gouvernement de court-circuiter le processus décisionnel en se substituant aux conseils consultatifs et autres corps constitués chargés d'orienter l'enseignement supérieur. La FAPUQ rejette la rationalisation de programmes qui toucherait à l'accessibilité ou à la qualité de l'éducation et s'oppose à des "modifications transformant progressivement l'université en usine à produire des diplômes du premier cycle," dans les mots de Michel Croteau, agent d'information.

Lutte féroce au gouvernement

Selon Jacques Beaudoin, agent de liaison à l'ANEQ, il y aurait une lutte féroce au Conseil du Trésor entre une tendance voulant arrêter les coupures et la tendance autour de Bérubé, qui passe à l'offensive et qui a exigé de chaque ministère qu'il fasse un exercice en prévision budgétaire pour l'année prochaine comprenant des coupures d'au moins 15%.

Camille Laurin, ministre de l'éducation, s'est refusé à cet exercice, ne voyant plus de "gras" à couper. Pour Laurin, il n'est aucunement question que le MEQ augmente les frais de scolarité dans les universités. Si les analystes du Conseil du Trésor ont ébauché de telles hypothèses de travail, qui resteraient encore à traduire en énoncés de politiques gouvernementales, Laurin affirme qu'elles n'ont jamais atteint son bureau, et qu'il les rejeterait d'emblée.

Mais les rumeurs veulent que Laurin démissionne dans les quelques semaines à venir: c'est donc les monétaristes extrémistes (Bérubé) qui mènent.

Tout comote fait, l'application d'une seule des mesures discutées au Conseil équivaldrait à un rabougrissement énorme de l'enseignement et à un retour aux années duplessistes.

Beaudoin a eu le mot de la fin: "Ce serait le pire recul depuis la Révolution tranquille, avec ses objectifs de démocratisation et de gratuité. Si ça se produisait, ça sauterait pas mal dans le milieu."



McGill maintenance workers are on strike today...

DON'T CROSS THE PICKET LINES

BOYCOTT CLASSES!

The basic issues involved in this strike are explained on the reverse of this flyer. If you have any questions, would like to know more, or are interested in helping out, come to the

MEETING TODAY

with representatives from the unions for McGill maintenance workers and McGill faculty in the **UNION BALLROOM, 10:00AM**

You will not be crossing the picket line by attending this meeting — the workers in the Union Building are employed by Students' Society and are not unionized.

WHY ARE THE MCGILL MAINTENANCE WORKERS ON STRIKE?

• The maintenance workers in the McGill unit of the Service Employees Union (SEU) are part of a Common Front of university sector unions that negotiates issues of general concern with the Conference of Rectors and Principals of Québec Universities (CREPUQ) — all these unions are going on strike today.

• On every issue, in every clause, the universities are offering the unions less than the status quo. Specifically, the universities are trying to eliminate workers' rights on classifications, job descriptions, and movement of personnel, they are trying to fuse positions. THE RESULT: women and men who have been working the same job for up to 20 years may soon be working at two or three different jobs every day. YOUR LEARNING ENVIRONMENT WILL DETERIORATE AS MCGILL PINCHES PENNIES.

• McGill University refuses to negotiate any local issues until all other issues are settled at the sectorial level (i.e., Common Front — CREPUQ), thus further delaying a settlement. (In 1979/80 McGill's workers had to strike for a contract settlement after all other Québec universities had settled with their unions.)

• The Québec government cut workers' salaries by 20 per cent for the first three months of 1983, and wages will remain frozen below 1982 levels for the rest of the year. Without action workers will see a further 1.5 per cent drop in real wages in 1984 and another 1.5 per cent in 1985; the union is fighting wage cuts, not asking for an increase.

• THE UNION IS ONLY ASKING FOR THE STATUS QUO!

WHAT YOU CAN DO:

- boycott your classes;
- help on the picket lines;
- talk to your friends and your classmates;
- ask your professors to cancel classes;
- show your interest and support, and learn more about the issues involved — come to today's information meeting in the Union Ballroom at 10:00 a.m.

All this will put pressure on McGill to settle more quickly and fairly.

Décidément, la bilinguisme à McGill, c'est partout. Et puis, quand c'est une question de principe, peu importe que cela soit dans la langue des "autres", pourvu que le plus grand nombre soit rejoint. French Edition? Ah! What the fuck. I'm boycotting.

CLASSIFIEDS

Ads may be placed through the Daily, Room 803, Student Union Building, 8am to 2pm. Deadline is 2:00 p.m. two weekdays prior to publication.

McGill students: \$2.50 per day; for 3 consecutive days, \$2.00 per day; more than 3 days, \$1.75 per day. McGill faculty and staff: \$3.50 per day. All others: \$4.00 per day. *Exact change only, please.*

The Daily assumes no financial responsibility for errors, or damage due to errors. Ad will re-appear free of charge upon request if information is incorrect due to our error. The Daily reserves the right not to print a classified ad.

341 — APTS., ROOMS, HOUSING

Available now for season, 3 bedroom, furnished, fireplace, Lake Memphramagog. \$175 per month. Nov.-April. 352-6847 evenings. 1-819-843-6305 weekends.

Eastern Townships weekend holiday farm house group requires 4 new members for season. Skiing, walking, good food, pleasant company. Beginning skiers welcome. 352-6847 evenings.

ROOMMATE WANTED to share 4 1/2 on Bishop St. Wanting studious, neat/clean girl. Excellent location and condition. Call Jennifer 845-4548.

DOWNTOWN APARTMENT SUB-LET (De

Maisonnette and Fort): 2 bedrooms, 2 bathrooms, walk-in closet, balcony, pool and sauna. Available Nov 1, 1983. \$560/mth. Ph 932-1541.

Big sunny room for rent in Deke Fraternity: laid back, comfy atmosphere. contact Gord or Andrew at 286-1624.

St. Kevin's metro, large, heated clean 4 1/2 available January 1st. Please call evenings 739-2832, 739-8468.

354 — TYPING SERVICES

QUALIFIED TYPIST available anytime, prompt service and reasonable rates. Living on McGill Campus — 849-6417.

Fast, accurate typing done on IBM Selectric. \$1.50/page. Reduced rates for 20 typewritten pages or more. 845-0004.

Professional typing. Theses, term papers, curriculum vitae etc. Experienced. IBM Selectric II. \$1.00 per page, \$1.25 for tables etc. 631-3222

Term Papers, theses, reports, lectures, etc. — in English, French, Spanish — professional typist — only 2 blocks from campus — 849-9708 — try weekends too.

Typing/Editing/Translation. Professional & experienced typist. Precision/care. Familiar with thesis format & specifications. FAST Service. IBM Selectric III. Call 288-2741.

Typing: IBM III's, bilingual, reasonable rates. Fast/accurate/professional work. Same day service. Use: 259-3537.

356 — SERVICES OFFERED

COMPETENT, EXPERIENCED babysitter, living on McGill campus, available days and evenings — 849-6417.

361 — ARTICLES FOR SALE

YOUNG WOMENS CLOTHES; almost new! Up to date fashions — sheepskin vests, coats, sweaters, skirts etc... Household accessories such as bedspreads and curtains. McGill campus — 849-6417.

1 Pair ladies size 7 Clark's sheepskin boots \$75/ TEMRO inside car heater new excellent condition \$25, Call 687-6759.

FUTONS directly from workshop, 100% cotton, well-designed, pre-compressed mattresses, STUDENT DISCOUNT on futons and bed-sofa wood frames. La Futonerie, 3575 St-Laurent, no.605, 844-6210.

Gas mask \$14.95, prison guard parkas \$35.00, wool Italian army sweaters \$6.50, trench coats from 14.95. EXXA — 1210 St Denis.

Typewriters: Top brand names, bottom dollar prices, new and used. Ralph, at 747-6513 days. 692-2338 eves. Please mention this ad.

367 — CARS FOR SALE

RENAULT 5 GTL (blue) 1980, 90,000 km. Very good condition. Top rack, 2 winter tires mounted on wheels. \$3,000.00 Call Ginette 495-4720 after 5 pm.

372 — LOST & FOUND

ANYONE witness theft of CITADEL-CLAD Grey Peugeot bicycle Wednesday evening, 19 October, from in front of Arts Building? ANY information call 931-6017 anytime.

Lost: Notebook Binder with Zebras on cover. Contains Advanced Calculus & Quantum Mechanics notes. Call 523-0190 or LEAVE with Dept. of Physics. Reward.

374 — PERSONAL

You're an old man now, George, HAPPY BIRTHDAY. Women! This is International Hug George Day. You can thank us later, George. — Dave and Andy.

385 — NOTICES

Conférence québécoise de solidarité contre l'intervention américaine en Amérique centrale. Samedi, 29 octobre, 9:30-16:30. Renseignements: 282-3794, Réseau québécois des comités de solidarité avec l'Amérique centrale.

The Greens are here again! A general information and discussion of platform to be held Oct. 29 at UQAM. Sign-up at 9:00 a.m. See you there!

389 — MUSICIANS WANTED

RHYTHM SECTION looking for guitarist and/or keyboardist to form HOT new band. Covers: jam, clash, ska etc — and original. Call: Drummer: 286-0788. Bassist: 488-2677.



TODAYS

Students Supporting the Strike assembly today at 10h00 in Union ballroom. Speakers from concerned parties and discussion period. All are invited to attend and discuss the current strike situation.

South Africa Committee Very important meeting today in Union 406 at 16h00. All welcome.

Young Alumni Lecture Media Distortion of Medical Problems. An attempt to dispel some of the myths surrounding (for example) AIDS and herpes... 20h00 Leacock 232.

Debating Union Exhibition Debate BIRT Abortion On Demand Is Injurious To Women. Guest speakers. Union 310, 12h00, all welcome.

Art History Students' Association. Office hours from 15h00 — 19h00. Accepting submissions for exhibition to be held November 7-9. Arts W-210.

Music Graduation recital by pianist Dany Nachman. 20h00, Pollack Hall. Works by Beethoven, Schumann & Brahms.

Hillel series on cults. Film: Moonchild. 3460 Stanley at 17h30 — Free admission. Christianity and the Socialist Imperative study/action group. Facilitated by McGill

chaplains at the Newman Centre (3484 Peel) at 16h00. Phone 392-5890.

Chaplaincy Around the fireside with interesting people. Chris Levan on *With Peace or a Sword?* Newman Centre at 19h30.

Christian Awareness Week at Concordia. Brian Walsh on *Jesus, A Contemporary Reality* at 13h00, Hall Building (1455 de Maisonneuve).

Chabad House Dr. J. Brawer will give a session on the Tanya (Jewish mystical text) 12h15-13h00 at 3429 Peel. Phone 842-6616.

McGill Friends of Mongolia supporters of the glorious People's Republic will be demonstrating against the growing escalation of the race to stockpile yak droppings. The proprietarian tendencies of so-called socialist republics on the Adriatic will be discussed. Hoxa will be burned in effigy as a belated birthday greeting. *Eat the rich!!!* Plans on how to best incinerate the new nabob of negativism (Brian Mulroney) have been aborted for fear of sparking the interest of Kaplan's Kops. Mass people's democracy session will be held in the Union lobby at 19h00. Be there.

L'ÉTÉ A OTTAWA

UNIVERSITÉ D'OTTAWA BOURSES DE RECHERCHE D'ÉTÉ DU 1^{ER} CYCLE 1984

Les bourses d'été sont destinées aux étudiants et étudiantes qui envisagent une carrière en recherche. Le but du programme est de les initier à la recherche universitaire avec des scientifiques canadiens de premier plan dans les domaines ci-dessous.

MONTANT: 1,200\$ minimum par mois plus allocation de voyage

DURÉE: 3 à 4 mois (mai-août) 1984
logement dans les résidences

CONDITIONS: Être citoyen(ne) canadien(ne) ou résident(e) permanent(e). Avoir sa résidence principale hors de la région de Hull/Ottawa, les résidents de Hull/Ottawa devraient faire la demande à une autre bourse d'été, tel que le CRSNG, qui est disponible à l'Université d'Ottawa. Étudiant(e) possédant un dossier scolaire de qualité supérieure et inscrit(e) à plein temps au niveau du 1^{er} cycle universitaire. (La préférence sera accordée aux étudiant(e)s de 3^e année, 2^e au Québec)

Transmettre ces renseignements avec un relevé de notes universitaires complet et récent avant le 15 novembre 1983 à l'adresse ci-dessous. Demandez aussi à un de vos professeurs de nous faire parvenir avant le 15 novembre 1983 une lettre de recommandation à la même adresse.

Bourses d'été 1984, École des études supérieures et de la recherche,
Université d'Ottawa, Ottawa, Ont. K1N 6N5 Tél: (613) 231-5801

CANDIDATURE:

Nom _____

Adresse actuelle _____

ville _____ province _____ code postal _____ tél. (code) _____

Adresse permanente _____

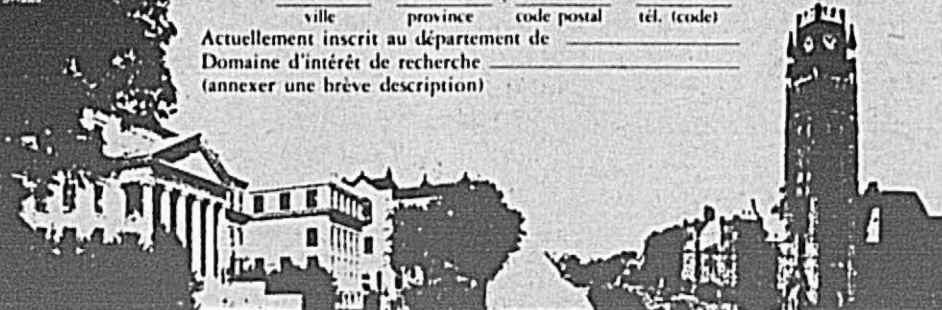
ville _____ province _____ code postal _____ tél. (code) _____

Actuellement inscrit au département de _____
Domaine d'intérêt de recherche
(annexer une brève description)

DOMAINES DE RECHERCHES

Anatomie	Géographie (physique)
Biochimie	Géologie
Biologie	Kinanthropologie
Chimie	Mathématiques
Informatique	Microbiologie
GÉNIE	Pharmacologie
chimique	Physiologie
civil	Physique
électrique	Psychologie (expérimentale)
mécanique	Science des systèmes

• ne participent pas au programme en 1984



Le spécialiste
du plein-air



Demandez
immédiatement
votre catalogue
GRATUIT!

Blacks'coupon

**OBTENEZ
20%
DE REDUCTION
SUR PRESENTATION
DE CE COUPON**

Cette offre sera valable du
15 Octobre au 12 Novembre 83

(No s'applique pas sur les articles déjà en solde.)

Blacks
CAMPING INTERNATIONAL

Montreal
3525 Chemin de la Reine Marie H3V 1H9
Téléphone: (514) 739-4451

Sainte-Foy, Québec
2600 Boul. Laurier G1V 2L1
Téléphone: (418) 658-2885

Monde Etudiant en Bref

L'université à l'heure de l'informatique

Le 11, 12 et 13 novembre 1983 le Regroupement des Associations Étudiantes Universitaires (RAEU) organise un colloque à l'Université Laval sur "L'étudiant-e universitaire à l'heure de l'informatique".

Le colloque étudiera la formation universitaire en informatique, les stratégies d'implantation industrielle des nouvelles technologies de pointe, de même que les répercussions sociales de l'informatisation sur le droit au travail, les droits syndicaux, le droit au libre accès à l'information et la formation professionnelle.

Contactez Mario GUILBERT ou François RAINVILLE au RAEU, 2332 Édouard Montpetit, Montréal, 343-5843.

Restructuration scolaire et laïcité

Le Conseil Central de l'Association nationale des étudiantes et étudiants du Québec (ANEQ) a décidé le 2 octobre à Limoilou d'appuyer le Mouvement Laïque Québécois (MLQ) dans sa campagne pour faire déconfectionnaliser le système scolaire pré-colonial du Québec.

En accord avec le MLQ, le CC de l'ANEQ croit que la confessionnalité du système scolaire est en contradiction avec son caractère public, puisque l'école est "un bien public soutenu par les fonds de tous les contribuables indépendamment de leurs croyances."

L'ANEQ présentera un mémoire à la commission parlementaire sur le projet de loi 40 (restructuration scolaire) où il sera demandé de procéder aux réformes à la lumière des principes suivants:

"un statut juridique d'école publique et commune excluant tout statut confessionnel; des garanties légales afin que le projet éducatif... de toute école subventionnée par les fonds publics réponde aux impératifs des libertés fondamentales et ne puissent être subordonnées à une conviction religieuse; l'établissement d'un service d'animation personnelle et sociale non-confessionnel pour tous, excluant du programme académique tout enseignement religieux confessionnel; la disparition des services publics du ministère de l'Éducation et des commissions scolaires visant à gérer, contrôler ou à assurer la confessionnalité de l'enseignement..."

Répression au Vieux-Montréal

6 étudiants du Cégep du Vieux-Montréal sont actuellement poursuivis en justice suite à leur participation aux débrayages contre la prolongation de la session du printemps après la grève des profs contre les décrets anti-syndicaux et la loi 111.

L'administration avait alors imposé de façon unilatérale le rattrapage obligatoire jusqu'à la mi-

juin pour récupérer les journées de cours perdues par la grève qu'avaient massivement appuyée les étudiants-es du Cégep. Cette mesure, prise sans consultation, rendait pratiquement impossible la recherche d'un emploi d'été sur un marché du travail déjà fermé aux jeunes.

La mobilisation étudiante, allant jusqu'à l'occupation des locaux administratifs, avait réussi à contrer les projets de l'administration — des ententes furent conclues avec les profs dans la majorité des groupes-cours — mais des mesures d'expulsion et des poursuites pour "méfait sur la voie publique" furent invoquées contre plusieurs étudiants, qui avaient été d'ailleurs les organisateurs de la protestation!

Selon Agnès Fronterotta, du comité contre les représailles, la lutte pour la réintégration des accusés est essentielle car "l'expulsion d'étudiants pour des raisons syndicales est une première au Québec."

La date de l'audition de la cause contre 3 des 6 victimes a été fixée au 31 octobre. A cette occasion, l'ANEQ tiendra une ligne de piquetage devant l'entrée principale du Palais de Justice dans le but d'exiger le retrait des poursuites.

Contre la présence des recruteurs de l'armée sur les campus

Les recruteurs de l'armée canadienne ont la vie dure sur les campus universitaires en ces temps de pacifisme.

Le 19 septembre, l'association étudiante et le Mouvement écologique et alternatif à l'UQAM ont décidé de manifester contre la présence d'un kiosque des forces armées, qu'on avait invité dans le cadre de la "Journée Carrières" organisée par l'Association Internationale des étudiants-es en sciences économiques et commerciales (AIESEC), pépinière de futurs P.D.G. appuyée par des hommes d'affaires puissants comme Paul Desmarais.

Les représentants de l'armée, qui privilégient le "low profile", ont annulé leur visite pour ne pas avoir à faire face à la contestation.

Le lendemain, à la Journée Carrières de l'AIESEC à Concordia, les membres du "Groupe de recherche sur l'intérêt public" de cette institution, organisation qui travaille sur les dossiers écologiques, logement, ..., ont installé leur propre kiosque et ont distribué des textes en faveur du désarmement pour s'opposer à la présence de l'armée et de la compagnie Énergie Atomique du Canada. Les organisateurs de l'AIESEC ont tenté, sans succès, de faire expulser les méchants pacifistes, accusés de "politiser" l'événement.

Comme si la présence de militaires sur nos campus ne comportait aucune dimension politique. Au royaume des aveugles, les borgnes, et dirais-je les naïfs, sont rois.

LES TROTTEUSES(RS)

Emma Goldman a dit: "Si l'on ne danse pas à la révolution, je n'y vais pas". Eh bien, cette bonne vieille Emma serait venue samedi à la manifestation pour le désarmement avec les Trotteuses(rs) qui s'en sont données(s) à cœur joie. A les voir dimanche matin se conter leurs courbatures d'une voix éteinte, on pouvait facilement les imaginer sautiller, danser, crier et chanter: "Non, non, non, non, à la guerre nucléaire". Les Trotteuses(rs) ont même attrapé des ampoules aux doigts à force de tenir les nombreux communiqués, brochures et dépliants qu'elles (ils) ont triés pour vous confortablement assises(s) sur Ste-Catherine au coin de Jeanne-Mance sous les regards aigres-doux des automobilistes immobilisés(s). Alors voici les résultats de notre collecte et même un peu plus:

● Les Vertes et les pas mûres (mieux connu sous le nom des Verts) organisent une rencontre le samedi 29 octobre, de 9 à 18 hres, à la salle Alfred-Laliberté (UQAM), 405 est St-Catherine. Pour bénéficier de la garderie ou pour participer à l'organisation de la rencontre, téléphoner au 270-6683 avant le 26 octobre. En plus, il y aura une rencontre des Verts/Canada à Ottawa les 4, 5 et 6 novembre, info: Léonard, 270 6683. Marie brûle-t-elle, comédie en cinq tableaux sur la rencontre de deux femmes brûlées pour sorcellerie au Moyen-Âge avec trois femmes de la Cité moderne, présentée par le Théâtre du 1er mai. Du 19 oct. au 6 nov., 20h30 à l'Atelier Continu, 1200 est Laurier. Relâche lundi et mardi. Info: 270-1178. La troupe fait également des tournées, info: 527-7477.

● Assemblée publique à Montréal organisée par la Gauche socialiste sur le thème: Menaces de guerre et luttes pour le socialisme. Jeudi 3 novembre, au 1015 Ste-Catherine à 19h30.

● Une histoire qui s'écrit entre nous au Bar Lillith, 3884 St-Denis, Montréal, 845 0932. Deux événements cette semaine: lundi 31 oct., party d'Halloween; mardi 1er nov., vernissage d'Anne De Gulise, photos du Michigan, 20hre. (Pour lesbiennes seulement).

● Le Conseil du statut de la femme organise les 29 et 30 oct. prochain un forum sur les questions économiques ouvert à toutes les femmes. Info: téléphoner au Conseil.

● Dans le cadre de "poésie ville ouverte": Janou St-Denis présente, mercredi 26 oct., "Paroles d'hommes", à 21h au café La Chaconne, 342 Ontario est. Info: 843-8620. Samedi et Dimanche, les 29 et 30 oct., au Studio du Musée d'art contemporain, à 15h, Geneviève Letarte présente "Poésie-performance". Samedi 29 oct. à 20h30, à l'Astus, 109 Mont-Royal ouest, Hugues Corriveau présente certains poètes de la Nouvelle Barre du Jour. Lundi 31 oct. à 20h30, le Conservatoire d'art dramatique de Montréal vous invite à "Retrouailles", un récital de poésie canadienne-française du début du siècle.

Ah oui, notre rédacteur en chef qui n'était pas du tout content de nous voir danser le french can-can en face du consulat soviétique au bulletin de nouvelles de samedi à Radio-Canada, alors que nous étions en service, nous a sérieusement rappelées à l'ordre. Résultat: dorénavant nous devons signer notre chronique et vous rappeler où vous, trotteuses(rs) anonymes, pouvez nous rejoindre: Josée au 668-9537 jusqu'à 20h00, Maya et/ou Lucie au 845-7523 à partir de 20h00 jusqu'à.....

Maya Berbery, Josée Camarra et Lucie Masse.

militariste de son voisin du sud et se montre incapable de participer à l'élaboration d'une plate-forme favorable à l'aboutissement des négociations américano-soviétiques de Genève sur les euro-missiles de moyenne portée.

Les mandats d'arrestation émis contre ces manifestants n'ont rien d'original. Les forces de l'ordre ont eu recours aux trois accusations classiques soit: "atteinte à la propriété privée", "refus de circuler" et enfin, "troubler la paix".

La dernière justification de l'arrestation est teintée de sarcasme puisque les manifestants brandissaient la bannière de la Paix et qu'ils avaient été spécialement entraînés à l'action non-violente propre aux mouvements de

désobéissance civile.

La stratégie qui exigeait que les manifestants soient emprisonnés afin de mobiliser l'opinion publique semble avoir réussi puisque, comme le rapportait un représentant du comité du 22 Octobre, les médias ont bien couvert l'affaire.

Ces trois occupations successives s'ajoutent aux diverses manifestations pacifistes qui se déroulent depuis samedi et qui, devenant de plus en plus populaires, confirment la naissance d'un mouvement pacifiste structuré au Québec.

Il alliera ses efforts aux autres mouvements canadiens et étrangers dans l'intention de restaurer l'espoir, dans l'intention de restaurer la Paix.

Désobéissance civile: Artisans de la paix au bagne

par Astrid Bucio

Hier matin, dix activistes pacifistes ont été emprisonnés alors qu'ils manifestaient devant le centre de recrutement de l'armée canadienne sur la rue Ste-Catherine, à l'angle de Bishop's.

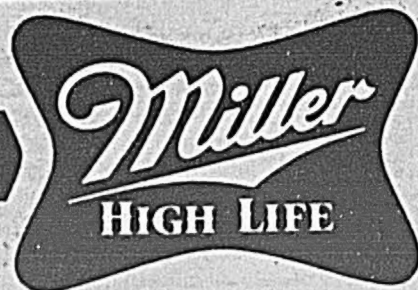
Plus tard dans l'après-midi, quinze autres pacifistes occupaient le terrain du consulat américain et

subissaient le même sort. Il était prévu que ce matin un troisième groupe irait protester devant le consulat soviétique. Cette stratégie de protestation pacifique a été élaborée par le "comité de désobéissance civile" au sein du comité du 22 Octobre.

Les revendications des manifestants restent donc les

mêmes que celles de ce regroupement pacifiste, c'est-à-dire, dénoncer le sort réservé aux pacifistes des pays de l'Est et dénoncer le rôle des trois pays visés dans la course aux armements.

Le Canada, en acceptant l'essai des missiles Cruise sur son territoire encourage la tendance



IT'S MILLER WEEK
AT GERTRUDE'S
MONDAY OCT 24 TO FRIDAY OCT 28
HAPPY HOUR — VIDEO SHOW —

fondé en 1911

THE **McGILL** *l'édition française* **DAILY**

Je m'en souviendrai

Robert Bourassa a été réélu chef du Parti Libéral du Québec.

A élire ainsi des personnages d'envergure aussi limitée et si peu charismatiques, notre peuple, remarquable par son riche et continuel apport d'hommes politiques sur les scènes canadienne et québécoise, se retrouvera avant longtemps «sous-gouverné» et réduit à ne se faire entendre que par des gestionnaires anonymes, insipides et bâtards.

Les analystes le disent, la population le constate, le principal intéressé l'avoue, c'est «le pouvoir pour le pouvoir», gouverner pour «relever l'économie», «se remettre au travail»; on ne réfléchit plus, on administre. «Il y a une espèce de vide idéologique qui vient de la cassure dans l'évolution économique» (*Le Devoir*, 13 octobre 1983).

Tout s'explique: on philosophera après le virage technologique, après le capital retrouvé, comme au début de la Révolution tranquille dans un Québec socialement à refaire avec sa cote de crédit 3-A.

Et puis justement, cette fameuse «révolution tranquille», paradoxal réveil de la nation, ne nous ressort plus qu'à du «réchauffé», du «déjà vu» littéralement. Elle s'agrippe au pouvoir, niant qu'elle a fait son temps, que l'époque est révolue. Elle ne veut pas comprendre que Trudeau, Lévesque ou n'importe quel membre de leurs équipes, ont tous été servis et que l'assiette doit maintenant passer à d'autres.

Bourassa, soubresaut de dernière hésitation avant le point final, a toutes les chances de nous remettre la réalité sur la conscience. Aucune autre alternative valable et organisée ne s'est présentée; la jeunesse vogue, laissons-la dériver! C'est trop vrai.

Johnson l'avait bien dit: «On a rien à vous offrir». Pierre Paradis, lui, fier de crier avec justesse, qu'à le «Parti Québécois nous a demandé de nous ajuster à la misère et à la pauvreté», ne pourra cependant pas réussir à nous faire avaler son néo-conservatisme délirant, archaïque et vide de sens. Et ce cher Bourassa, vibrant d'une image politique «plastic pre-fab polyester», d'une verve mécanique sans conviction, veut nous faire prendre le virage technologique, le moindre des maux après tout, un petit bouillon dans un bol vide. Quand on est né pour un petit pain...

Peut-on croire qu'il n'existe d'autres choix, d'autres idées? peut-on croire que la jeunesse se soumettra comme on aimerait trop la voir faire, qu'elle acceptera docilement cette solution comme la population acceptera docilement un jour, ce nouveau Premier ministre, déjà dépassé dix ans auparavant?

La jeunesse a quelque chose à dire et doit parler. La mode est à l'universalisme et quel peuple peut apporter davantage à cette cause que le peuple québécois, fort de sa jeunesse (historique et humaine), admirable par sa triple appartenance québécoise, canadienne, américaine et, justement riche de ces contraintes continentales.

La jeunesse québécoise mûrit doucement sa tardive politisation; elle réévalue un certain dogmatisme marxisant; elle réajuste l'expression de son nationalisme; elle se fait aux idées de l'extérieur. Elle milite lentement pour le pacifisme, cherche encore l'égalité des sexes, se veut tantôt permissive, tantôt réactionnaire.

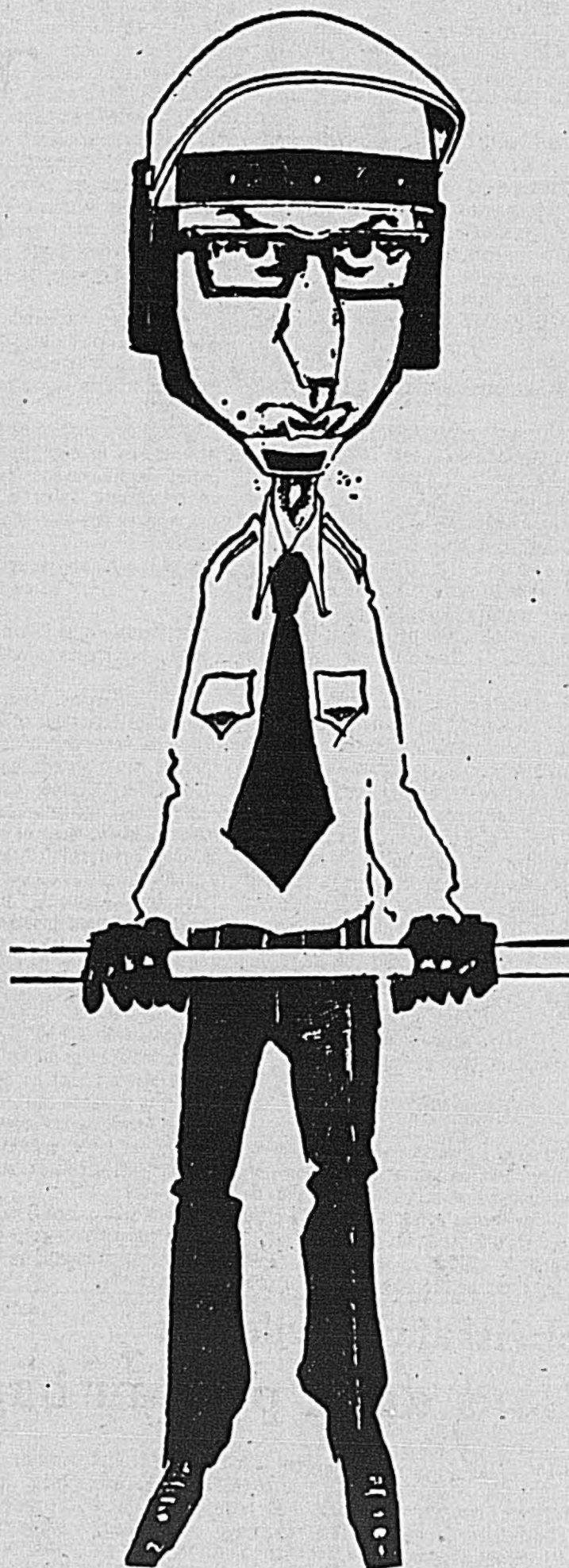
La jeunesse ne se satisfera pas de Bourassa. Nous demanderons davantage, manifesterons davantage. Accepter le virage parce que la route est ainsi, c'est oublier que la jeunesse, et particulièrement la jeunesse étudiante, a souvent fait fi des chemins tout tracés et a su assumer son rôle de catalyseur des changements sociaux.

Et comme pour toute atteinte à la loi 101, toute atteinte au droit à l'éducation, toute croyance que les esprits se calmeront, que la jeunesse se soumettra, celle-ci saura mobiliser son énergie, exprimer son dégoût, lancer la première pierre.

La jeunesse doit être écoutée, mérite qu'on la considère. Dans cette sécheresse intellectuelle de fin d'époque, les jeunes feront ressortir leur valeur.

Et ce jour, je m'en souviendrai.

Richard Latendresse



All contents copyright © 1983 by the Daily Publications Society. All rights reserved. The opinions expressed in the pages of this newspaper do not necessarily reflect the views of McGill University. Products or companies advertised in this newspaper are not necessarily endorsed by the Daily staff. Second class mailing N° 3217. Printed at l'imprimerie Dumont, 9130 Boivin, Lasalle, Québec.

Editor-in-chief: Sury Goldenberg
Senior News Editor: Albert Nerenberg
News Editors: Jenny Beeman, Frank Watts, Melinda Wittstock

Production Co-ordinators:

Reducteur-en-chef de l'Édition Française: Colin Tomlinson
Photo Editor: Michel-Adrien Sheppard
Supplement Editor: Gerard Martin
Sports Editor: Brendan Kelly
Science Editor: Takane Chloé Alzochi
Features Editor: Heather Penik

Production assistants:

Editorial Offices: 3480 McTavish, room B-03, Montréal, Québec, H3A 1X9 — (514) 392-8955. Business Manager: Marian Aronoff — (514) 392-8959. Advertising: Boris Shedov & Debbie Zernich in room B-17 (514) 392-8902. Proofreader: Ron Fleischman. Divine Guidance: Michael Pacholka & Boris the kitty.

The Daily is a founding member of Canadian University Press (CUP), La Presse Étudiante du Québec (PEQ), and Campus Plus (CUP Media services).



Canadian University Press

par Michel-Adrien Sheppard

Chez les uns, c'est l'euphorie face à ce "pas en avant pour le mouvement étudiant"; chez les autres, l'on est consterné devant cette "ingérence dans l'autonomie de nos associations locales et nationales" et l'on prépare une grève de protestation de 24 heures le 15 novembre.

Dès l'hiver dernier, on connaissait les intentions du Ministère de l'Éducation (MEQ) de reprendre une proposition développée depuis quelques années par la composante minoritaire du mouvement étudiant, le *Rassemblement des Associations Étudiantes Universitaires* (RAEU): soit d'introduire une réglementation juridique du droit d'association.

Et ces intentions étaient unanimement rejetées par l'*Association nationale des étudiantes et étudiants du Québec* (ANEQ), majoritaire.

Depuis des années, l'autonomie de plusieurs associations locales était régulièrement bafouée par des administrations qui refusaient de les reconnaître et leur niaient le droit d'obtenir une cotisation de la part de leur membership.

L'ANEQ, dont la majorité des membres sont du niveau collégial, avait exigé en 1981 que le MEQ intervienne afin d'amender la *Loi sur les Collèges* pour forcer les administrations intransigeantes à reconnaître de facto les associations locales existantes et à leur verser les cotisations votées démocratiquement en assemblée.

On avait vu alors la réaction du MEQ: un avis juridique rendit la cotisation à l'association facultative et remboursable. Dans de nombreux Cégeps, ce fut l'effondrement financier.

Comme par hasard, en avril dernier, le RAEU, à la fin d'un cheminement qui allait l'amener sur la voie législative, déposait un projet de loi sur la reconnaissance et le financement auprès des hauts fonctionnaires ministériels avec lesquels il a développé des relations de travail très étroites.

Michel Lecombe, secrétaire aux affaires extérieures du RAEU, justifie le recours à une loi-cadre par le fait que ce serait la solution la plus simple. Un comité d'études du RAEU se serait penché sur toutes les hypothèses pour pallier aux problèmes de reconnaissance. Le comité devait conclure que la stratégie d'amendements à la loi des collèges et à la loi sur le réseau universitaire, demandée par l'ANEQ, s'avérait trop compliquée.

Mais l'ANEQ ne voulait pas se laisser prendre au jeu du gouvernement qui multipliait les discours ne contenant, selon l'ANEQ, que de vaines garanties. En regard de la politique du MEQ qui étouffait les sources de financement de plusieurs associations, elle resta vigilante.

D'ailleurs la façon dont la loi 32 fut adoptée laisse deviner d'autres motifs chez le ministre Laurin qu'un désir humanitaire de voter à la rescousse du mouvement étudiant.

La loi, déposée le 31 mai, fut adoptée en troisième lecture le 23 juin juste avant la clôture de la session parlementaire, et en pleine période de recherche d'emploi chez les étudiants. Les quelques intervenants invités eurent seulement une journée en commission parlementaire (le 9 juin) pour faire valoir leurs opinions.

Dans sa présentation à la commission, l'ANEQ précisait son opposition: "son économie et sa logique en font d'abord et avant tout une loi portant sur l'accréditation, et non sur le financement. Ce n'est pas simplement une question de nuances. Entre les deux, il y a tout un monde, qui motive notre opposition."

Et pour cause. Le libellé de la loi laisse l'impression de légiférer sur la légalité des associations en introduisant la notion d'*accréditation*, étrangère au mouvement étudiant. Au lieu d'instituer un mécanisme de perception de la cotisation, revendication

Loi 32 RAEU, l'ANEQ

L'objectif officiel de la loi 32 est de faciliter l'exercice du droit d'association et d'assurer la représentativité des instances étudiantes par l'instauration d'un mécanisme d'accréditation.

La loi part du principe du *monopole de représentation* pour chaque groupe étudiant dans un établissement d'enseignement, qui peut être une institution, une faculté, une famille, un module ou un département. Outre le cauchemar des multiples dédoublements de services et celui que représenterait des structures de perception de la cotisation variées, cela peut éventuellement mener à une grande confusion. Un étudiant dans un programme interdisciplinaire pourrait se retrouver membre cotisant de 4 ou 5 associations à des niveaux différents.

L'accréditation donne droit à des locaux, du mobilier, des tableaux d'affichage ("adéquats" selon la loi). Une association accréditée pourra déléguer des personnes aux instances administratives de l'établissement (on ne dit pas combien de délégués-es), en plus de fixer le montant de la cotisation maintenant devenue obligatoire.

Pour s'accréditer, une association doit faire une demande à un agent d'accréditation nommé par le MEQ et tenir un référendum en octobre ou en février seulement. L'agent dispose de pouvoirs très larges: il peut prescrire les procédures à suivre pour la tenue du scrutin (art. 12); l'art. 22 lui confère le pouvoir de déterminer le caractère représentatif de toute association.

La loi crée un Comité d'Accréditation de 5 personnes (3 étudiants-es) choisies par le MEQ sur proposition des interlocuteurs dans le milieu de l'enseignement. Ce Comité veille à l'application de la loi, fait un rapport annuel, et peut proposer des changements au niveau de l'opération de la loi. Toute association ou administration peut porter un jugement de l'agent en appel devant le Comité, mais ses décisions sont sans appel (art. 46-47).

Les art. 23, 40, 41 sont ambigus quant aux attributions de l'agent. Il semblerait que l'association qui tient un référendum doit se soumettre aux conditions dictées par l'agent qui peut exiger tout document ou renseignement "pertinent", ce qui laisserait la porte ouverte à un examen inquisitoire.

Une association générale doit obtenir 50% des voix dans un scrutin auquel auraient participé un minimum de 50% des inscrits-es de l'école (art. 6). Un résultat positif au scrutin ne suffit pas pour autant: il faut ensuite recevoir l'assentiment de l'agent d'accréditation. Un regroupement d'associations (fédération) a la possibilité de s'accréditer si elle regroupe la moitié des associations départementales, modulaires ou facultaires toutes accréditées indépendamment, à condition qu'elles totalisent plus de 50% des étudiants-es d'une école (art. 7). Ce mécanisme semble favoriser l'éparpillement et la fragmentation interne propres à une structure fédérative, aux dépens d'une structure d'association générale regroupant tous les étudiants-es sous un même toit, formule pourtant historiquement privilégiée par la majorité des associations au Québec. L'accréditation départementale est plus facile, vue la taille plus petite des unités; et l'accréditation d'un regroupement ne nécessite pas de référendum, mais seulement le vote majoritaire des conseils exécutifs de chacune des associations composantes accréditées.

Le gouvernement prétend que la procédure d'accréditation est non-obligatoire. En effet, toute association reconnue de facto peut conclure des ententes locales, qui n'offrent cependant aucune garantie légale. De plus, les dispositions transitoires de l'art. 58 permettent l'obtention de l'accréditation automatique sans référendum pour les associations ayant fait parvenir une telle demande avant le 21 septembre 1983 et remplissant trois conditions: être incorporée en vertu de la section III de la Loi des compagnies (sociétés à but non-lucratif); elle perçoit déjà une cotisation par l'entremise des services d'inscription de l'administration; l'association détient un monopole de représentation dans sa juridiction.

Cependant, l'accréditation risque d'être contestée à chaque année. 12 mois après l'obtention de la reconnaissance, 25 personnes ou l'administration peuvent demander à l'agent d'en vérifier l'existence et de retirer l'accréditation. De plus, 25% des membres peuvent contester la légitimité d'une association générale, départementale,.... (par pétition) et exiger un référendum de désaccréditation.

pourtant traditionnelle, et indispensable pour assurer une stabilité minimale pour faire du travail politique suivi, le MEQ partirait d'un postulat jugé "insidieux" par l'ANEQ: les associations ne feraient que prétendre être représentatives.

Elles doivent donc le prouver à une instance neutre, le gouvernement, qui se réserverait un droit d'immixtion sur un mouvement qui ne se défend pas de contester ses décisions dans les dossiers de l'éducation et de l'emploi pur les jeunes.

Le RAEU, artisan de la loi, a réagi

différemment. Malgré quelques réserves sur le manque de responsabilités conférées aux groupements étudiants en matière de pédagogie, la secrétaire générale, Julie Morency annonça le 2 juin que "le ministre s'est inspiré abondamment des définitions et mécanismes d'accréditation que nous lui avions proposés en avril dernier". A la commission parlementaire, le RAEU vit dans la loi une étape préliminaire menant "vers la considération des étudiants comme de véritables partenaires oeuvrant ensemble au bien commun."

Selon Michel Lecombe: "Nous appuyons les principes inclus dans la loi, mais nous voyons cela comme un premier pas sur une échelle graduée de réformes. L'exécutif a demandé aux membres de proposer des noms au MEQ pour siéger sur le Comité d'Accréditation. Nous désirons des changements à la loi et le Comité fait rapport annuellement sur l'application de la loi et peut proposer des amendements."

Au RAEU, on répète que l'accréditation est un simple outil qui n'oblige aucunement aux associations de faire une demande pour y accéder. La loi ne ferait que donner aux groupes en situation de difficulté avec des administrations arbitraires la possibilité d'y remédier.

C'est là que l'ANEQ, forte de l'appui d'une dizaine d'associations non-alignées, lève les boucliers. Patrice Legendre, secrétaire-général, ne croit pas possible de prendre au pied de la lettre les assurances du PQ et du RAEU. La loi apportera assurément des modifications radicales aux structures et au fonctionnement habituels des groupes étudiants.

Dans une conférence de presse, le 15 juin, il a expliqué que le corollaire de l'accréditation, soit la désaccréditation, instaurerait un règne de maraudage. Le caractère non-obligatoire de la loi ne serait uniquement vraie qu'en théorie. Legendre dit: "Dans les faits, toute association non accréditée pourra être victime à tout moment d'une demande d'accréditation faite par un groupe d'étudiants qui s'opposent aux orientations de l'association et qui plutôt de la contester à l'intérieur de ses structures démocratiques, vont tenter de former une nouvelle association. De telles pratiques pourront constamment remettre en question les plans de travail que l'on se donne à chaque année."

De l'avis de l'ANEQ, le MEQ serait plus préoccupé de vérifier la représentativité et de fournir d'autorité les outils qui permettront de paralyser les associations par des mécanismes de contestation de cette légitimité.

L'ANEQ conclut: "Laurin... veut imposer une opération de grande envergure pour remédier à un problème pourtant bien simple: le financement. Il se prépare à charcuter dans nos traditions de fonctionnement au risque d'y laisser quelques patients sur la table d'opération."

L'ANEQ rejette particulièrement le rôle de l'agent d'accréditation. On trouve que la loi ne fait rien pour donner aux étudiants-es plus de pouvoir dans leurs rapports avec les administrations; elle ne ferait que conférer à un bureaucrate le pouvoir de venir fouiner dans les affaires internes du mouvement.

Michel Lecombe du RAEU croit "pouvoir comprendre les réticences et objections de l'ANEQ, mais il y a un problème: ses demandes sont toutes incluses dans la loi." A propos de l'intervention de personnes extérieures au milieu étudiant, il dit: "La loi dit seulement: 'vos instances décisionnelles de base décident, et on vous accrédite'. Le rôle de l'agent est juste une garantie pour assurer le fonctionnement de la loi."

Cependant, chez l'ANEQ, on ne voit pas le rôle de l'agent d'accréditation comme celui d'un intervenant désintéressé. L'étendue des pouvoirs discrétionnaires dont est doté l'agent assurera un "immense pouvoir de chantage sur les associations qui se sont traditionnellement opposées à la politique de détérioration de la qualité de l'enseignement."

L'ANEQ craint que les étudiants devront céder, sous l'impulsion de la législation, une part de leur prérogatives à des instances "ennemies", sans qu'ils aient d'aucune façon l'assurance que des directives éventuelles ne viendront pas leur en retirer davantage.

C'est pour ces raisons qu'elle organise une grève de 24 heures le 15 novembre, pour exiger le retrait de cette "loi inique".

Le SIDA: mystère médical et préjugés sociaux

par Jacques Leroux

On parle de plus en plus de SIDA dans les médias québécois. Les informations qui s'y trouvent sèment davantage de doute qu'elles n'éclaircissent la population sur la question. Le SIDA y est présenté comme le fléau de l'heure, dévastant les communautés gaie et haïtienne et prêt à attaquer la population tout entière. En faisant intervenir des notions de promiscuité et de mort associées aux gais et aux haïtiens, on nous porte à se méfier de ces groupes et à les pointer comme la cause d'une maladie menaçante. On réussit aussi à créer un climat de peur et de confusion chez ces communautés. Afin de ne pas amplifier le phénomène de discrimination que subissent déjà les groupes les plus atteints par le SIDA, on se doit de publier de l'information juste et non sensationnaliste sur cette maladie. L'article suivant est un compte-rendu d'une conférence du docteur Jean Robert, directeur du département de santé communautaire de l'Hôpital St-Luc de Montréal, donnée à l'UQAM la semaine dernière. Le docteur Robert est membre du comité SIDA du Québec.

Quelle est la signification du mot SIDA? Un tel sigle impressionne beaucoup le grand public et mérite d'être décodé. D'abord le "S", qui tient pour "syndrome". Un syndrome est un ensemble de symptômes caractérisés par un ensemble de virus ou de maladies. C'est un mot qu'on utilise le plus souvent quand une maladie est encore inconnue. Par exemple, la mononucléose s'appelait syndrome mononucléosé il y a vingt ans parce qu'on ne savait pas ce qui la causait. Le "I" et le "D", pour "immuno-déficience", représentent la déficience, c'est-à-dire l'effondrement ou l'inhabilité, de l'immunité, l'ensemble des mécanismes de défense naturelle contre les attaques à l'organisme. Le "A", pour acquis, sert à bien marquer la différence entre un syndrome congénital (appelons-le "C") et un autre acquis. Cette différence nous permet de savoir qu'un syndrome d'immuno-déficience peut aussi être congénital, i.e. qu'il existe un SIDC. Le SID acquis ou SIDA ne devrait plus être considéré comme une nouvelle maladie mais plutôt comme une forme différente du SID congénital, le SIDC qui est connu de la science depuis plus longtemps.

Comment s'est observé le SIDA

C'est en juin 1981, aux USA et surtout dans la ville de New-York, qu'on a observé pour la première fois l'apparition de maladies infectieuses connues, mais rares, chez des gens en parfaite santé. Comme ces maladies n'apparaissent que quand l'immunité est effondrée, on a poussé les recherches. Une de ces maladies, le sarcome de

Kaposi, qui atteint la peau et crée une tumeur, un peu comme un cancer, a été observée et décrite par Kaposi en 1882. C'est donc loin d'être nouveau! La maladie de Kaposi, observée en Europe chez les Juifs et les Italiens du Bassin méditerranéen de 60 ans et plus surtout, a un déroulement très lent (on meurt d'autre chose avant de mourir de cette maladie). En Afrique Noire, surtout en Tanzanie, elle est fréquente chez les enfants et assez grave; elle cause souvent la mort. Une autre forme de pneumonie rare, la pneumosyste carinii, est apparue chez des gens en santé alors qu'on l'observait plutôt chez des personnes qui s'étaient fait greffer un rein. Le microbe de cette pneumonie est un parasite qu'on combat naturellement à l'ordinaire.

Ce qui a semblé nouveau en 1981, c'est l'observation de ces deux maladies rares chez des adultes en santé d'environ 40 ans. On a donc entrepris des recherches en laboratoire et d'autres épidémiologiques. La recherche de laboratoire, dite "fondamentale", consiste à prélever du sang, de la peau, à les analyser, etc. L'épidémiologie consiste à aller sur le terrain des personnes atteintes, de voir qui elles sont, ce qu'elles font, ce qu'elles mangent, quel est leur milieu, etc. Ces recherches ont permis de savoir qu'il existe environ 2500 cas de SIDA dans le monde avec un taux de mortalité de 60%. En date du 19 octobre 1983, il y avait au Québec 23 cas déclarés de SIDA sur une population de 6,5 millions de personnes, 70 cas en France sur 55 millions et 2000 cas aux USA sur 260 millions de per-

sonnes. On a classé la majorité des personnes atteintes en quatre groupes: les Haïtien-e-s, les homosexuels, les héroïnomanes et les hémophiles.

Ce que les médias trouvent alors que la recherche ne trouve pas

Quand on classe les gens de tels groupes, on donne prise aux fausses interprétations publiées dans les journaux, à savoir que la maladie est une épidémie nouvelle qui ne touche que les "4-H", que les femmes et les enfants n'en seraient que nouvellement atteints, que les trois quarts des personnes qui l'ont sont des gais et que la promiscuité en est la cause, etc. Au Québec, 17 cas sur 23 sont d'origine haïtienne. Aux USA, près de 70% des personnes atteintes sont des homosexuels mâles. En Belgique, les 25 ou 26 cas sont tous d'origine zairoise. Un résident

de Québec souffrait du sarcome de Kaposi dès 1978. En France, une femme en était atteinte en 1974.

La recherche n'a toujours aucune réponse assurée quant à l'origine et à la transmission du SIDA. L'épidémiologie investigate la possibilité qu'il soit un virus transmis par contact intime. Elle peut déjà dire, après expérimentation, que les poppers (arôme aphrodisiaque) ne sont pas une cause de la maladie. Elle s'interroge sur le fait que beaucoup plus d'hommes soient atteints (déjà Kaposi observait 10 hommes atteints pour 1 femme en 1882). Pourquoi aussi, chez la population noire, le Zaïre et Haïti semblent plus touchés que d'autres pays? Légionnaires et Croix-rouge

Il faut voir que ces questions sont autant d'hypothèses qui restent à vérifier et qu'aucune ne pourrait être énoncée comme évidence sur la maladie à ce stade-ci des recherches. La récupération sociale, politique et économique de la question accentue la répression et la discrimination envers les groupes atteints: racisme, homophobie, etc. A ce sujet il peut être intéressant de faire un lien avec la maladie du Légionnaire qui a tué plusieurs anciens combat-

tants américains à la suite d'un de leurs congrès en 1976. Comme le SIDA, la maladie semblait nouvelle et était souvent mortelle. Au bout de deux ans de recherche, l'épidémiologie a pu découvrir l'origine du microbe de la maladie dans le système de climatisation de l'hôtel des congressistes. Après analyse, on a baptisé le microbe "legionella" en honneur de ses victimes. Les personnes atteintes du SIDA bénéficient d'une toute autre appréciation sociale qui se reflète dans le discours des médias et dans l'importance accordée à la recherche par les gouvernements.

Un exemple frappant des répercussions économiques et sociales de la question du SIDA est la récente décision de la Croix-rouge canadienne de ne plus accepter de sang des Haïtien-e-s et des homosexuels. Ce qu'il faut savoir, c'est que la Croix-rouge canadienne est souvent influencée par la Croix-rouge américaine qui, elle, venait de prendre une décision identique quelques mois plus tôt. Il existe aux USA deux réseaux de distribution du sang: une Croix-rouge bénévole et des compagnies privées qui achètent et revendent le sang. Il existe un gros marché des produits et sous-produits du sang. Ces compagnies ont décidé à l'époque de sélectionner les individus de qui elles achetaient le sang et ont ainsi assuré leurs clients qu'elles vendaient du sang "pur", jetant un doute sur celui de la Croix-rouge. C'est pour réagir à cette concurrence commerciale que celle-ci aurait aussi décidé "d'épurer" son sang en refusant celui de certains groupes identifiés au SIDA. Suite aux pressions de ces groupes, la Croix-rouge a dû adoucir son discours et a plutôt suggéré aux personnes visées de s'abstenir de donner du sang. Une telle mesure reste inapplicable en bonne partie cependant parce que la grande majorité des homosexuels ne s'identifieront pas même si on leur demande.



s'engloutir dans le fantastique

par Sophie Beaulé

April, Jean-Pierre et al. *Dix contes et nouvelles fantastiques par dix auteurs québécois*. Montréal, éd. Les Quinze, 1983. 204p.

Après avoir publié cette année un ouvrage collectif consacré à la littérature policière, les éditions Quinze nous présentent cette fois-ci un recueil de contes et nouvelles fantastiques créés par différents auteurs québécois.

Il semble que les Quinze se lancent dans une véritable «Défense et illustration» des divers genres littéraires «secondaires».

La formule de ce livre est très simple: l'éditeur nous présente, par ordre alphabétique d'auteur, dix contes et nouvelles succincts, faciles à lire. La présentation est soignée et agréable. Chaque récit est précédé d'une biographie de l'auteur, de sa bibliographie de fiction et d'une citation en exergue.

L'avant-propos d'André Carpentier, d'un didactisme souriant, éclaire un lecteur connaissant peu le fantastique.

Mais pourquoi le fantastique? Tout d'abord, parce qu'il séduit. Que l'on y soit réticent ou favorable, le fantastique nous lance un appel énigmatique, troublant. Peinture, cinéma, écriture: le médium importe peu. On recherche «l'effet d'étrangeté» qui nous transporte hors de la réalité plate et quotidienne.

Dans la littérature, le fantastique se trouve souvent traité par le biais de la nouvelle. Et pour cause: cette forme d'écriture, très souple, s'adapte à l'anecdote, permet le «coup de théâtre». Une forme efficace, donc, pour tenir le public en haleine.

Le lecteur s'accrochera d'autant plus au texte, qu'il sera canalisé dans une intrigue à sens unique, exempte de tout détail inutile. La nouvelle est menée par une seule

idée que l'auteur doit épuiser pour satisfaire le lecteur. C'est pourquoi la matière de la nouvelle s'avère essentiellement différente de celle du roman. Il faut que l'intrigue ne s'encreasse d'aucune ramification accessoire, d'aucune toile de fond sociale trop appuyée pouvant distraire le lecteur.

Bref, la nouvelle et le conte fantastiques — le conte se montrant moins systématique et impliquant la présence d'un narrateur — frappent, ne nous épargnent pas. Maupassant écrivait à propos d'Edgar Allan Poe: «il a trouvé des effets terribles en demeurant sur la limite du possible, en jetant les âmes dans l'hésitation, dans l'effarement».

Qu'en est-il dans *Dix contes et nouvelles fantastiques*? Ce recueil s'avère une tentative fort louable quoique légèrement déconcertante.

On imagine mal en effet la présence d'auteurs réalistes comme André Major ou André Belleau parmi les auteurs fantastiques. On comprend un peu mieux le choix d'écrivains comme Jean-Pierre April et Marie-Josée Thériault, la science-fiction et le merveilleux étant des types de récit connexes au fantastique. Mais comme le remarque André Carpentier, le fantastique peut prendre diverses formes, de la plus ténue à la plus ensorcelante...

Carpentier n'avait pas le choix: les écrivains fantastiques ne pullulent pas au Québec. Il fallait donc opter pour l'éclectisme, tout en risquant l'inégalité dans la qualité des contes et nouvelles.

Résultat: seulement la moitié des récits se révèlent intéressants malgré les efforts des écrivains pour faire quelque chose d'original. La plupart des contes et nouvelles de ce recueil dévalent un tantinet. Les conclusions s'avèrent souvent court-circuitées, circonscrites trop rapidement. La pro-



gression est lente, parfois handicapée de détails inutiles. Enfin, l'idée est bonne dans certains récits mais mal traitée.

Heureusement, il n'y a pas que des défauts. Le style fort réussi des auteurs nous séduit. L'écriture est simple, châtiée, non dénuée d'humour. L'on remarque aussi quelques particularités de la littérature québécoise, comme le personnage de l'auteur qui écrit et s'interroge sur sa création.

Par exemple, André Belleau dans son excellent *Fragment de Batiscan* conclut sa nouvelle par: *Le Mot réclame maintenant le signe suivant: moi. (...) Il n'est donné à personne de stopper cette écriture d'épouvante qui progresse dans le*

temps en opérant des ponctions de chair humaine.

Ailleurs, chez Jacques Brossard (*L'engloutissement*) l'on remarque — encore une fois — que ce sont les Anglais qui dirigent tout. La réclusion, la solitude, l'étouffement s'avèrent enfin aussi fréquents dans ce recueil que dans la littérature québécoise en général.

Quelques mots sur les récits présentés dans le recueil. Parmi les nouvelles les plus intéressantes, on retrouve celles d'André Belleau, Jacques Brossard, André Carpentier, Marie-Josée Thériault et Jean-Yves Soucy. Ce dernier, dans *L'île taboue* mélange conte réaliste et mythologie amérindienne pour nous donner un récit au charme

discret.

Marie-Josée Thériault, dans son *Trente et unième oiseau*, a choisi d'ajouter un épisode aux contes des *Mille et une nuits*. Elle imite élégamment le style et le type de merveilleux de ces contes persans. Un joli conte, accrochant.

André Belleau ne manque ni de finesse ni d'humour dans *Le fragment de Batiscan*. Sa nouvelle, sous le thème de l'écriture qui tue, malmène notre cher poète Louis Fréchette. Belleau nous livre ici une histoire de sortilège qui amusera particulièrement les étudiants en littérature...

Le «Aum» de la ville d'André Carpentier s'avère la plus osée des nouvelles. Montréal se détache du continent et dérive jusqu'au golfe gaspésien, après avoir subi une hécatombe perpétrée par ses statues peuplant églises et parcs. Intéressant, non? D'ailleurs l'auteur nous prévient dès le début: «Le mystère est sa propre fascination, l'intrigue son propre état morbide; j'entends que la terreur est sa propre séduction: le tout tient à son discours».

L'engloutissement de Jacques Brossard relève plus de la science-fiction que du fantastique. Sa nouvelle, touffue par son analyse psychologique et sociologique, ferait facilement l'objet d'un roman. Espérons qu'il reprendra son idée...

Dix contes et nouvelles fantastiques nous laisse légèrement mitigé. L'on s'attendait à plus. L'ensemble est intéressant, mais certaines nouvelles gagneraient à être travaillées encore. Le plaisir se retrouve donc réduit. Et l'on a envie de dire avec François Barcelo: «Si je la laissais faire, mon imagination se réfugierait constamment dans le fantastique. Mais je la retiens, parce que le fantastique, c'est bien joli, mais il n'y a pas que ça dans la vie».

Ville ouverte à la poésie: gavez-vous

par Daniel Weinstock

Depuis un peu plus d'une semaine, Montréal est devenu une ville ouverte à la poésie.

Les amateurs de poésie auront l'occasion de se gaver pendant plusieurs semaines, grâce aux manifestations poétiques qui se déroulent un peu partout en ville, dans le contexte de *Poésie — Ville Ouverte*, un événement poétique organisé par le Musée d'art contemporain, en collaboration avec la ville de Montréal.

Ne serait-ce que par la quantité d'événements compris dans ce festival, il s'agit bien d'une initiative sans précédent au Québec. *Poésie Ville Ouverte* a suscité la collaboration de plus de deux cent cinquante poètes, ainsi que d'un nombre important de sculpteurs, de musiciens, de graveurs et de cinéastes.

Les diverses manifestations que l'on y retrouve ne sont unies que par leur volonté de sortir la poésie de sa tour d'ivoire intellectuelle, de

l'amener jusque dans les rues et les cafés.

Le festival a débuté le samedi 15 Octobre au Musée d'art contemporain. L'originalité de cet événement a tout de suite été établie, puisqu'il a été inauguré par une performance multidisciplinaire réunissant des artistes issus de divers domaines, de la poésie à la musique en passant par la gravure.

Des gravures géantes ont alors été imprimées au rouleau compresseur par le groupe de l'Atelier de l'île de Val-David. Des poètes bien connus, tels que Paul Chamberland, Gilbert Langevin, Michèle Lalonde et Janou Saint-Denis ont tout d'abord tracé des poèmes et des images dans le sable. Des sculpteurs ont ensuite coulé de l'aluminium fondu sur ces formes. Ces plaques ont enfin été imprimées sur de longues feuilles de papier pur chiffon. Les monotypes issus de ce processus hors du commun sont présentement affichés au Musée.

La grande originalité de *Poésie Ville Ouverte* se retrouve jusque

dans le moyen par lequel les activités quotidiennes du festival sont rendues publiques. Ne soyez pas surpris si, lors des prochains jours, une marionnette géante vous accoste dans la rue en vous tendant un tract poétique. Il s'agit en fait des membres du théâtre de la Gimbarde, qui se livrent à une entreprise publicitaire inusitée.

Au caractère multidisciplinaire du festival s'ajoute un aspect qui cherche à aller au-delà des distinctions idéologiques qui, trop souvent, s'infiltraient jusque dans le domaine de l'art. Par exemple, notons que des poètes anglophones montréalais, tels que Victoria Tansey, Diane Marcowitz et Chris Elliot, donneront un récital de poésie, de musique, de danse et de mime, le 6 Novembre au bar Tatou, sur le boulevard Saint-Laurent.

Du côté du café La Chaconne, sur la rue Ontario, Janou Saint-Denis organise une série de soirées poétiques qui, toutes les semaines, porteront sur des thèmes différents. Ces soirées portent des

titres tels que «Paroles de Femmes», «Paroles d'Hommes» et «Gens de Parole».

Poésie Ville Ouverte cherche également à répandre la poésie dans des régions du Québec qui sont d'habitude ignorées par les grands événements artistiques de ce genre. De Ville-Émard jusqu'à Hull en passant par Québec, le festival permettra à un public très large de profiter de ces manifestations qui, en grande majorité, sont gratuites.

Malgré cette décentralisation, le festival est tout de même axé sur le Musée d'art contemporain. Le Studio du Musée a été transformé pour les fins de *Poésie Ville Ouverte* en une espèce de forêt aérienne, conçue et réalisée par deux artistes montréalais, Michel Fortier et Trixi Rittenhouse.

Ce décor est composé de dessins riches en couleur et en humour, imprimés sur des pièces de tissus mobiles. C'est au sein de cette forêt que se dérouleront les quatre grands spectacles poétiques du festival.

C'est Lucien Francoeur qui a inauguré cette série avec un spectacle intitulé *Une saison dans la vie d'un rocker*. Tributaire de tous les grands poètes maudits, d'Arthur Rimbaud à Jim Morrison, Francoeur a fait preuve d'une sensibilité poétique qui n'avait rien à voir avec la réputation de poseur et de faux mauvais garçon qui lui a été assez injustement accordée tout au long de sa carrière.

Cette série de spectacles se poursuivra pendant les trois prochaines fins de semaine. Geneviève Letarte, Gilbert Langevin et Paulette Dupuis se produiront alors sur la scène du Musée.

Poésie Ville Ouverte est sans aucun doute une manifestation artistique de grande importance, qui mérite l'attention de tous les amateurs de poésie de la province. Ces quelques lignes ne vous permettront que d'avoir un aperçu très général des grandes lignes du festival. L'horaire complet du festival est disponible au Musée d'art contemporain, qui se situe à la Cité du Havre.

Pioneer présente la stérééo de poche



• Le plaisir de la stérééo par tous les temps

Qu'il pleuve, qu'il neige
ou qu'une tempête de
poussière ou de sable se lève,
vous ne craignez rien avec ces
nouveaux mini-baladeurs TOUS
TEMPS qui résistent à l'humidité et aux
conditions atmosphériques sévères*. Et ils
sont idéals pour les sportifs!

Vous pouvez maintenant goûter l'extase de la
stérééo Pioneer n'importe où. Et ces mini-
baladeurs stérééo tous temps présentent toutes
les merveilleuses caractéristiques auxquelles
vous êtes habitué Pioneer:

- Construction renforcée résistant à l'eau et à la
poussière*
 - Inversion automatique de lecture, commande par touche
à affleurement et arrêt sur une face
 - Réducteur de souffle Dolby**, sélecteur de bande métal/CrO₂/
normale, recherche des plages musicales et bien plus encore.
- Si vous n'avez pas à affronter les intempéries, vous préférez peut-être
les modèles PK.

**Passez aujourd'hui même chez votre dépositaire Pioneer pour savoir tout ce
qu'il a de merveilleux à vous offrir.**

Distributeur "exclusif au Canada"

SHP
S.H. PARKER CO.

67 Lesmill Road, Don Mills, Ontario M3B 2T8 • 575, avenue Lépine, Dorval, Québec H9P 2R2 • 101/104-3860 Jacombs Road, Richmond, Colombie-Britannique V6V 1Y6

PIONEER®

**Pioneer: synonyme de qualité pour: récepteurs, tourne-disques,
platines à cassette, haut-parleurs, casques et bien davantage.**

**Pioneer est aussi à l'avant-garde avec une gamme complète d'équipements
pour autostérééo: platines à cassettes, haut-parleurs et accessoires.**